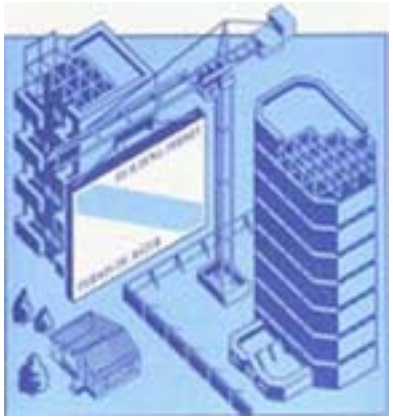
Nº 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir



Février 2011

Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca*. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à *infostats@statcan.gc.ca* ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :	
Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Appels locaux ou internationaux :	
Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581
Programme des services de dépôt	
Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit nº 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca* et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site *www.statcan.gc.ca* sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Février 2011

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2011

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2011

Nº 64-001-X au catalogue, vol. 55, nº 2

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'usager

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- George Sciadas, Directeur **intérimaire,** Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- N. Charron, Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- J. Gaudreault, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement
Immeuble Jean-Talon, 9 D-3
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants 5

Analyse – Février 2011 6

Secteur non résidentiel : hausses dans les trois composantes 6
Secteur résidentiel : baisse des intentions des permis de logements multifamiliaux et unifamiliaux 7
La valeur des permis est en hausse dans la moitié des provinces 7
Hausse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement 7

Graphiques

1. Valeur totale des permis de bâtir 8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total 8
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple 9
4. Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total 9
5. Valeur commerciale des permis de bâtir 10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir 10
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir 11

Produits connexes 12

Tableaux statistiques

1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée 15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée 15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée 16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel 16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2011 17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011 19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011 23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2011 25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2011 26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011 27
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2011 29

Table des matières – suite

12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2011 30
13 Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2011 31

Qualité des données, concepts et méthodologie

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir 32
Sources de données et méthodologie 33
Concepts et variables observées 35
Catégories de bâtiments 36
Classification géographique 37
Exactitude des données 39
Comparabilité des données et sources connexes 40

Appendice

I Abréviations géographiques 41

Faits saillants

Les municipalités ont délivré pour 5,8 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en hausse de 9,9 % par rapport à janvier. L'augmentation affichée en février provient des hausses du secteur non résidentiel en Alberta et en Ontario, lesquelles ont plus qu'effacé la baisse du secteur résidentiel.

Analyse – Février 2011

Les municipalités ont délivré pour 5,8 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en hausse de 9,9 % par rapport à janvier. L'augmentation affichée en février provient des hausses du secteur non résidentiel en Alberta et en Ontario, lesquelles ont plus qu'effacé la baisse du secteur résidentiel.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a atteint 2,8 milliards de dollars en février, en hausse de 72,9 % par rapport à janvier. L'Alberta et l'Ontario sont à l'origine de la majeure partie de la croissance observée à l'échelle nationale. En février, cinq autres provinces ont également inscrit des augmentations dans le secteur non résidentiel.

En revanche, la valeur des permis du secteur résidentiel a diminué de 18,3 % pour se chiffrer à 3,0 milliards de dollars en février. Cette diminution provient à la fois des logements multifamiliaux et unifamiliaux. L'Ontario et le Québec ont enregistré les plus importantes baisses.

Secteur non résidentiel : hausses dans les trois composantes

Les intentions de construction industrielle ont progressé en février pour atteindre un sommet de 884,4 millions de dollars. L'augmentation provient d'une hausse des intentions de construction de bâtiments liés aux transports en Alberta et d'usines de fabrication en Ontario.

Dans la composante institutionnelle, la valeur des permis délivrés par les municipalités a doublé pour atteindre 702 millions de dollars, après avoir connu quatre baisses mensuelles consécutives. L'augmentation notée en février provient de sept provinces, l'Ontario arrivant en tête à ce chapitre. La hausse en Ontario est attribuable à la hausse des intentions de construction pour immeubles administratifs gouvernementaux.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction.

Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données provisoires sont fournies pour le mois de référence en cours. Les données révisées, fondées sur les réponses tardives, sont mises à jour pour le mois précédent.

La valeur des permis de la composante commerciale s'est accrue de 22,6 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. La hausse notée en février fait suite à trois baisses mensuelles consécutives. L'augmentation enregistrée en février provient de sept provinces, grâce à une variété d'immeubles, y compris des hôtels, des magasins de détail et des entrepôts.

Secteur résidentiel : baisse des intentions des permis de logements multifamiliaux et unifamiliaux

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont diminué de 34,4 % pour atteindre 892 millions de dollars en février. La valeur des permis pour logements multifamiliaux est inférieure à un milliard de dollars pour la première fois en un an. La diminution s'explique par des baisses enregistrées dans cinq provinces, particulièrement en Ontario et au Québec.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est repliée de 8,6 % pour se fixer à 2,1 milliards de dollars, et ce, à la suite de trois hausses mensuelles consécutives. La diminution notée en février provient de baisses observées dans six provinces, l'Ontario, le Québec et l'Alberta arrivant en tête.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé la construction de 13 488 nouveaux logements en février, en baisse de 24,6 %. Ce recul provenait principalement des logements multifamiliaux, qui ont baissé de 36,6 % pour atteindre 6 690 unités. Les logements unifamiliaux ont diminué de 7,3 % pour s'établir à 6 798 logements.

La valeur des permis est en hausse dans la moitié des provinces

En février, la valeur des permis de bâtir a augmenté dans cinq provinces, l'Alberta étant arrivée en tête.

L'Alberta a affiché d'importantes augmentations grâce aux hausses dans les permis pour les composantes industrielle, commerciale et institutionnelle. La Colombie-Britannique, le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard ont également enregistré des hausses en février en raison d'une augmentation de la valeur des permis du secteur non résidentiel.

Les plus fortes baisses ont été inscrites au Québec et en Ontario. Les diminutions proviennent des permis pour les logements multifamiliaux et unifamiliaux.

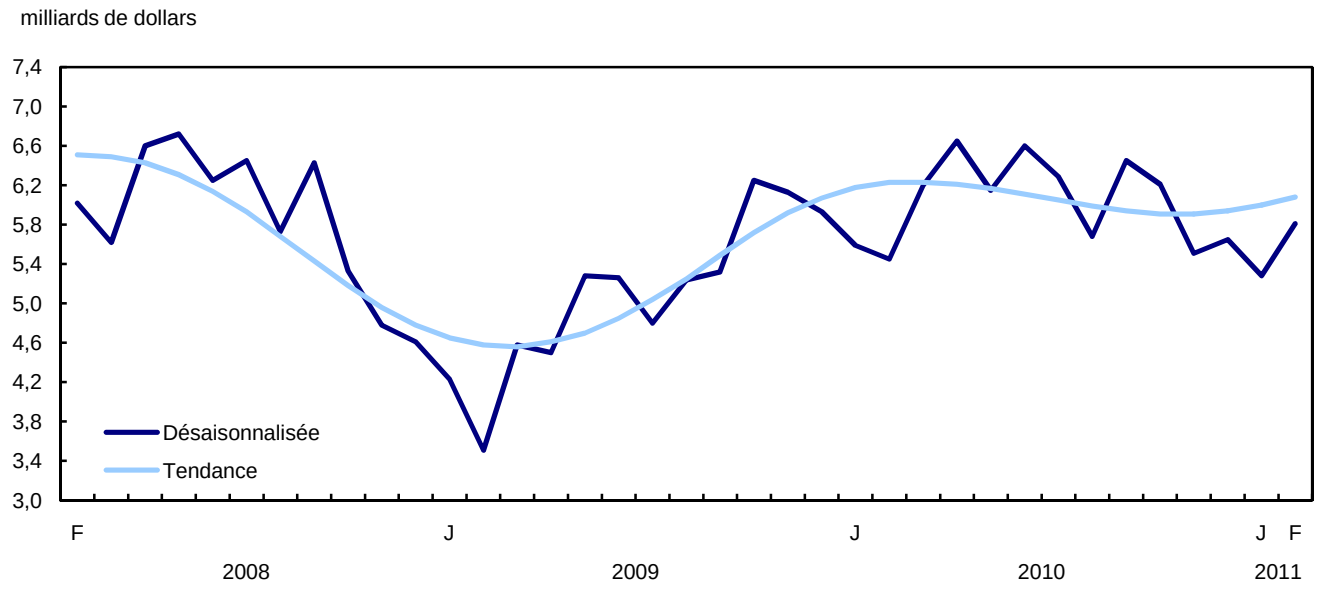
Hausse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

La valeur totale des permis a augmenté dans 23 des 34 régions métropolitaines de recensement du Canada.

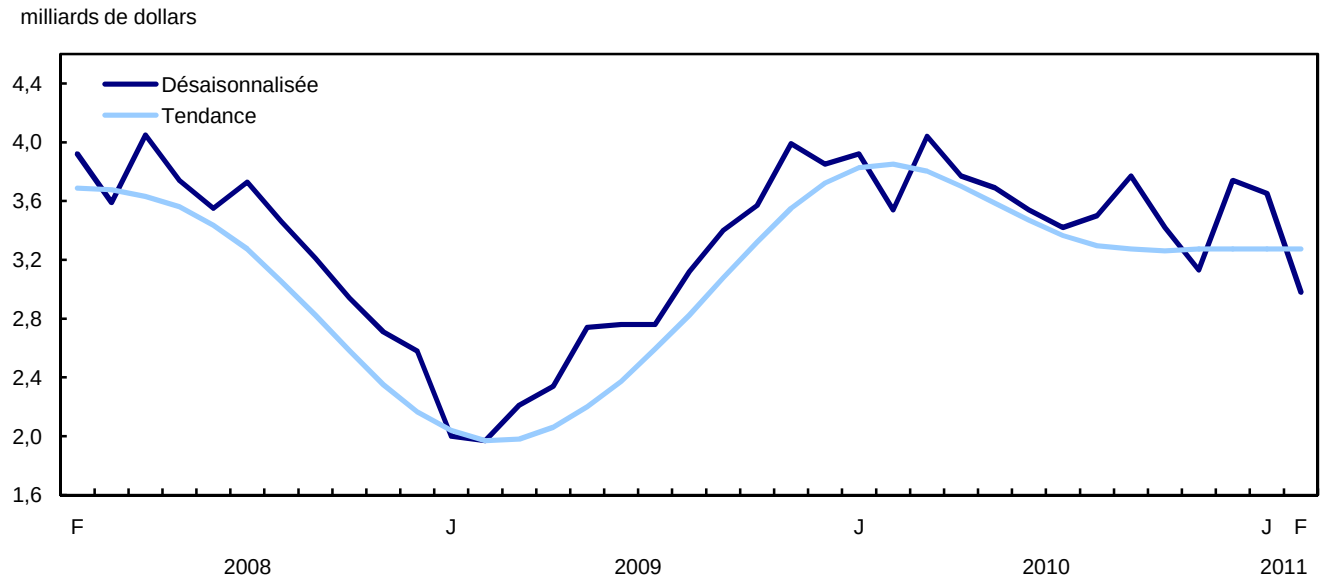
Le secteur non résidentiel est à l'origine des augmentations observées à Calgary, à London, à Kitchener–Cambridge–Waterloo et à Edmonton.

En revanche, les baisses les plus marquées ont été enregistrées à Montréal, à Toronto, à Regina et à Ottawa. À Montréal, la diminution provient surtout des permis pour logements multifamiliaux et des permis du secteur non résidentiel, lesquels avaient inscrit une forte augmentation en janvier. À Toronto, la baisse est principalement attribuable au secteur résidentiel, ce qui a plus que neutralisé la hausse observée dans le secteur non résidentiel. À Regina et à Ottawa, la baisse provient des secteurs résidentiel et non résidentiel, à la suite d'importantes hausses en janvier.

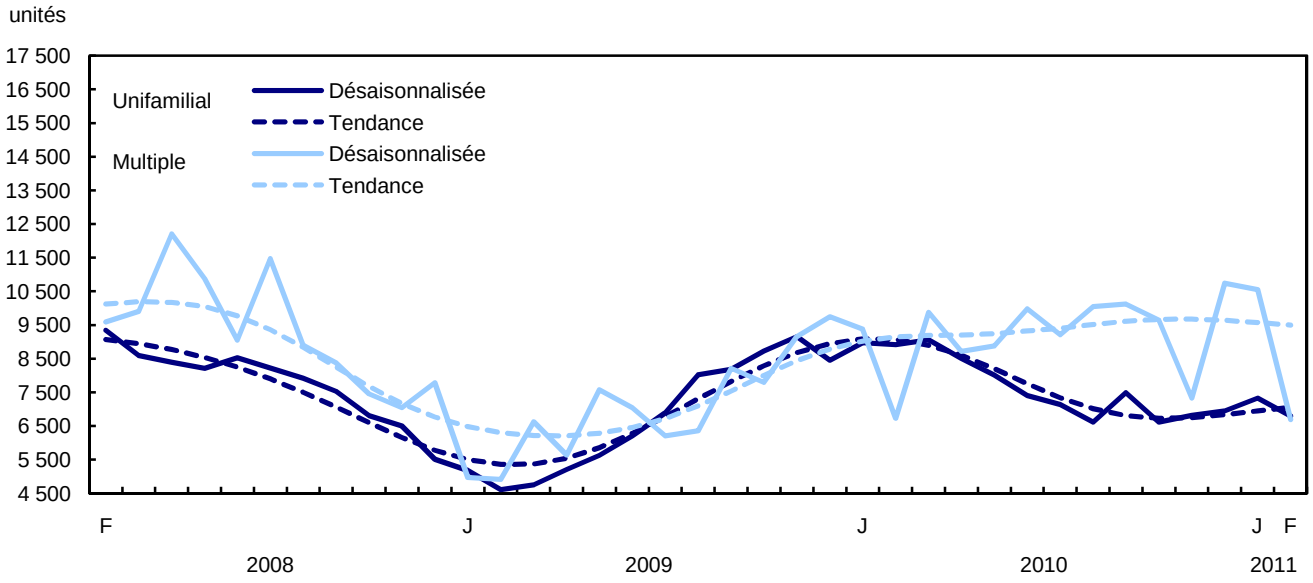
Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir



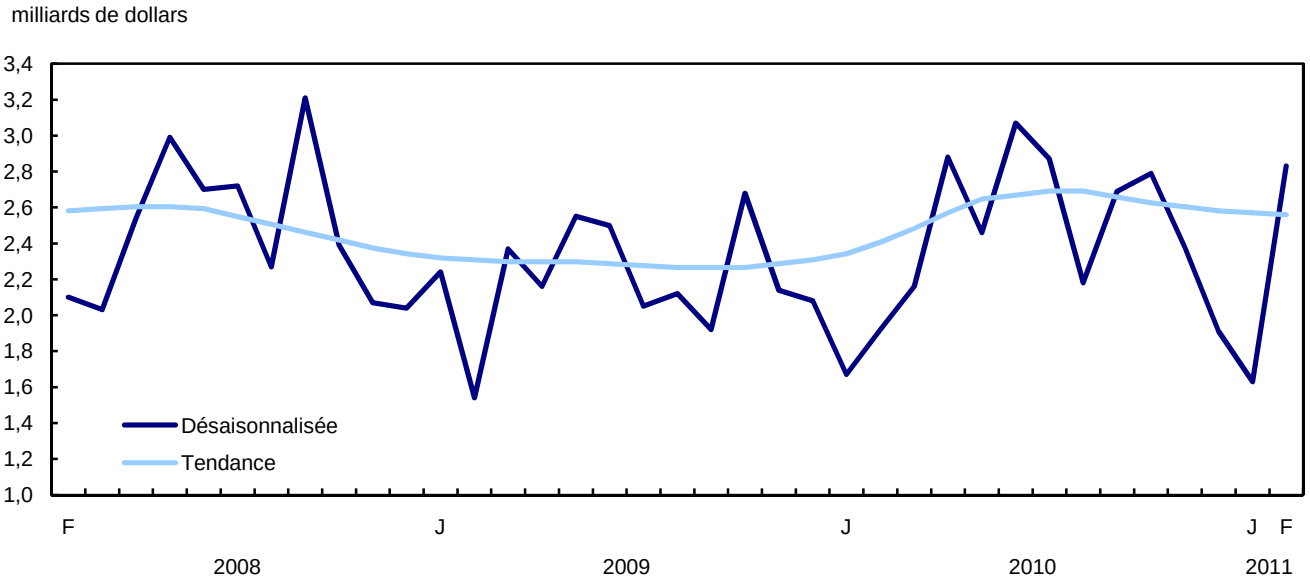
Graphique 2
Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total



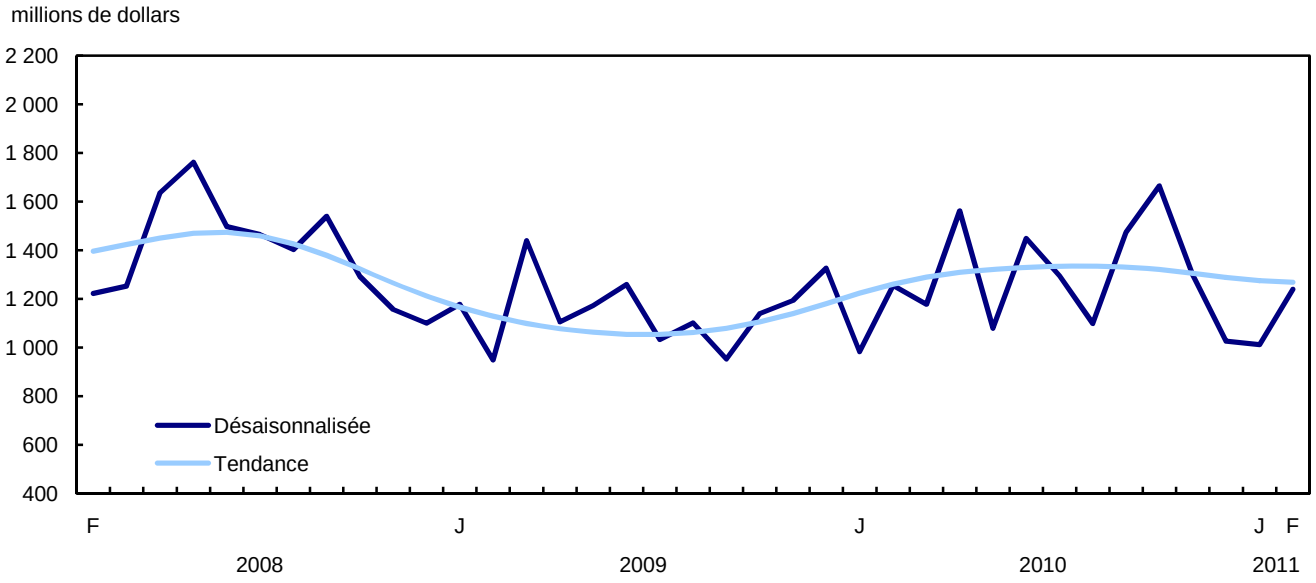
Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple



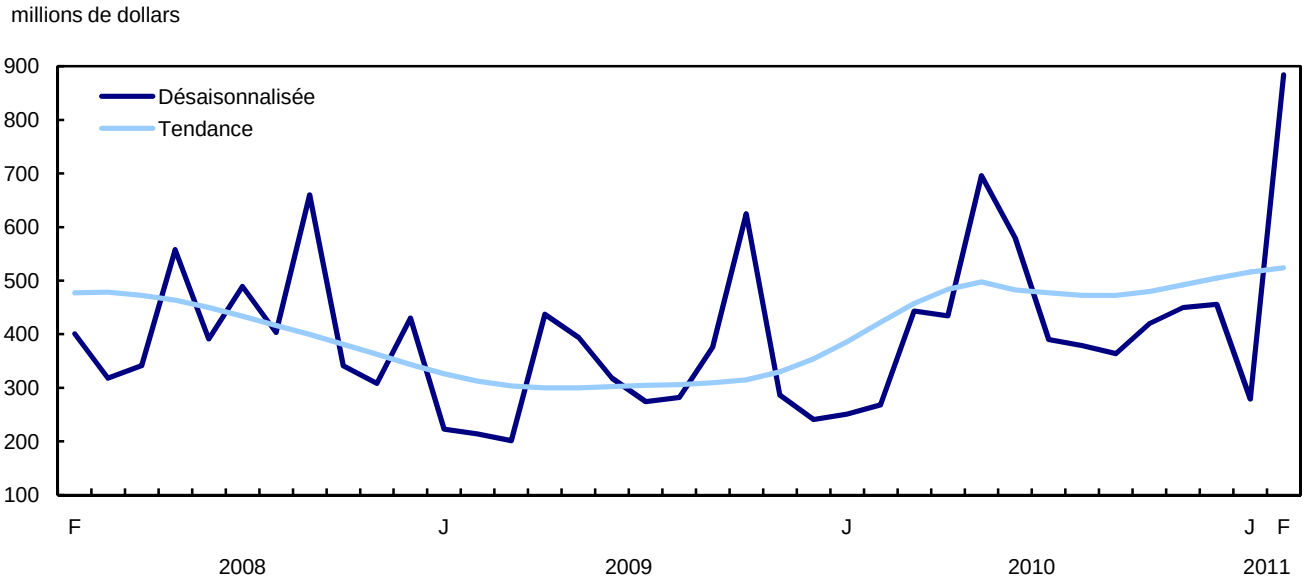
Graphique 4
Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total



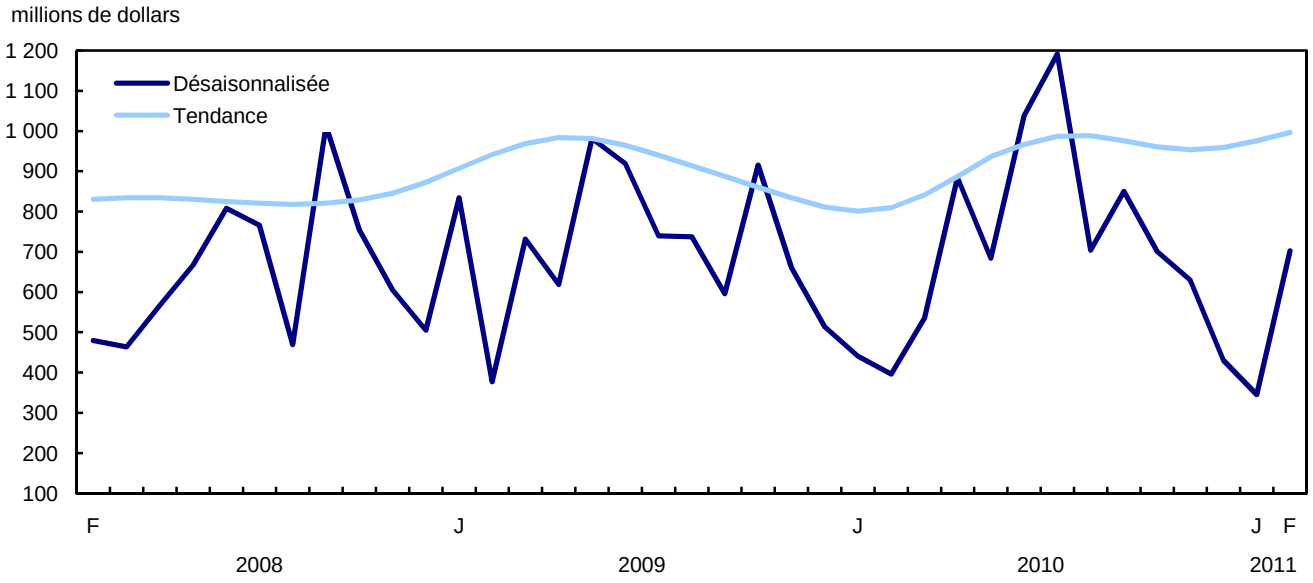
Graphique 5
Valeur commerciale des permis de bâtir



Graphique 6
Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7
Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada : perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada
64-203-X	Permis de bâtir : sommaire annuel

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802	Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2011 Février p	2011 Janvier r	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**5 808 832**	**5 283 195**	**9,9**	**-6,6**	**2,6**	**-11,2**	**-3,8**	**13,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	84 273	88 567	-4,8	16,6	-16,8	-50,8	142,8	-6,3
Île-du-Prince-Édouard	17 203	15 113	13,8	-35,7	5,7	8,7	-39,9	139,6
Nouvelle-Écosse	110 182	102 318	7,7	9,4	-26,0	-26,1	55,1	-2,4
Nouveau-Brunswick	42 835	53 228	-19,5	-30,6	-8,1	1,3	-16,6	-20,5
Québec	1 123 351	1 334 807	-15,8	29,2	-20,1	15,2	-13,4	9,7
Ontario	2 006 916	2 092 298	-4,1	-16,1	22,3	-6,4	-16,0	23,9
Manitoba	136 366	128 244	6,3	-21,6	11,7	-15,0	25,4	-6,4
Saskatchewan	172 147	194 120	-11,3	-5,6	19,5	-24,2	46,6	-7,5
Alberta	1 477 969	697 147	112,0	-19,6	0,0	1,2	1,5	-1,5
Colombie-Britannique	631 446	567 286	11,3	-8,0	-5,8	-44,0	8,0	23,9
Yukon	3 937	9 632	-59,1	195,3	-70,6	53,6	-58,5	120,8
Territoires du Nord-Ouest	1 607	434	270,3	-77,3	91,7	-84,7	4,6	25,0
Nunavut	600	1	59 900,0	0,0	-66,7	-99,9	487,6	-92,1

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2011 Février p	2011 Janvier r	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**2 826 075**	**1 634 489**	**72,9**	**-14,5**	**-19,7**	**-14,6**	**3,7**	**23,2**
Terre-Neuve-et-Labrador	17 601	12 432	41,6	48,8	-74,7	-74,6	476,4	-31,9
Île-du-Prince-Édouard	8 053	7 828	2,9	7,6	-16,3	2,6	-65,0	337,2
Nouvelle-Écosse	21 513	39 924	-46,1	189,5	-66,9	-53,8	152,9	-24,3
Nouveau-Brunswick	10 625	23 954	-55,6	-33,6	-2,6	-8,6	-19,7	-34,6
Québec	311 576	299 980	3,9	5,6	-47,5	25,9	-17,7	35,5
Ontario	1 119 353	788 320	42,0	-2,2	-10,4	-21,1	-5,6	38,5
Manitoba	35 854	14 853	141,4	-68,5	-24,6	-0,2	38,7	-18,3
Saskatchewan	71 669	88 749	-19,2	7,9	47,7	-57,0	103,6	-34,4
Alberta	1 046 128	238 840	338,0	-40,2	-5,1	14,5	1,6	-2,7
Colombie-Britannique	182 508	118 226	54,4	-47,6	-16,5	-28,5	13,5	48,4
Yukon	434	1 177	-63,1	124,2	-93,0	101,7	-74,6	199,0
Territoires du Nord-Ouest	761	205	271,2	-78,1	51,8	-85,7	-7,1	21,2
Nunavut	0	1	-100,0	...	...	-100,0	-90,5	-72,4

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2011 Février p	2011 Janvier r	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**2 982 757**	**3 648 706**	**-18,3**	**-2,5**	**19,6**	**-8,5**	**-9,2**	**7,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	66 672	76 135	-12,4	12,6	16,0	4,8	3,2	11,2
Île-du-Prince-Édouard	9 150	7 285	25,6	-55,1	19,7	13,0	21,7	13,5
Nouvelle-Écosse	88 669	62 394	42,1	-21,7	-5,9	4,8	8,3	13,3
Nouveau-Brunswick	32 210	29 274	10,0	-28,0	-12,5	10,9	-13,3	2,7
Québec	811 775	1 034 827	-21,6	38,2	-0,4	8,5	-10,5	-2,8
Ontario	887 563	1 303 978	-31,9	-22,7	48,0	9,8	-25,1	13,5
Manitoba	100 512	113 391	-11,4	-2,7	38,9	-23,5	18,9	0,8
Saskatchewan	100 478	105 371	-4,6	-14,6	6,0	19,4	6,8	29,5
Alberta	431 841	458 307	-5,8	-1,9	4,9	-8,8	1,5	-0,6
Colombie-Britannique	448 938	449 060	0,0	14,8	1,7	-51,4	5,5	15,5
Yukon	3 503	8 455	-58,6	208,9	-24,1	2,6	24,8	-6,4
Territoires du Nord-Ouest	846	229	269,4	-76,5	156,6	-82,5	39,4	37,9
Nunavut	600	0	...	-100,0	-66,7	-99,9	43 075,0	-99,9

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2011 Février p	2011 Janvier r	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	unités		variation en pourcentage					
Canada	**161 856**	**214 656**	**-24,6**	**1,1**	**25,1**	**-13,1**	**-7,6**	**5,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	2 820	3 960	-28,8	5,4	2,6	11,3	11,4	5,6
Île-du-Prince-Édouard	540	540	0,0	-50,5	-3,2	8,0	52,6	16,3
Nouvelle-Écosse	5 688	3 180	78,9	-35,5	-5,9	7,4	-0,5	23,9
Nouveau-Brunswick	1 848	1 584	16,7	-34,0	-33,1	-2,0	-21,8	15,4
Québec	53 040	71 952	-26,3	44,2	8,3	7,4	-15,0	-2,1
Ontario	42 588	73 404	-42,0	-17,1	57,1	5,5	-25,6	2,9
Manitoba	7 044	6 924	1,7	4,7	30,3	-53,0	95,7	0,9
Saskatchewan	4 536	5 832	-22,2	-30,1	-8,1	83,1	4,6	47,4
Alberta	19 968	19 956	0,1	-18,4	14,1	-22,7	14,5	2,0
Colombie-Britannique	23 448	26 892	-12,8	21,8	25,2	-58,0	2,6	19,7
Yukon	276	432	-36,1	89,5	-44,1	54,5	-4,3	35,3
Territoires du Nord-Ouest	36	0	...	...	...	-100,0	50,0	100,0
Nunavut	24	0	...	...	...	-100,0	...	-100,0

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Janvier r	7 333	10 555	17 888	3 648 706	278 935	1 011 023	344 531	1 634 489	5 283 195
Février p	6 798	6 690	13 488	2 982 757	884 389	1 239 344	702 342	2 826 075	5 808 832
Cumulatif janv. à févr. 2011	14 131	17 245	31 376	6 631 463	1 163 324	2 250 367	1 046 873	4 460 564	11 092 027
Cumulatif janv. à févr. 2010	17 884	16 102	33 986	7 453 454	518 980	2 236 597	837 272	3 592 849	11 046 303
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	263	67	330	76 135	202	6 470	5 760	12 432	88 567
Février p	224	11	235	66 672	191	16 507	903	17 601	84 273
Cumulatif janv. à févr. 2011	487	78	565	142 807	393	22 977	6 663	30 033	172 840
Cumulatif janv. à févr. 2010	517	56	573	141 453	844	22 462	10 109	33 415	174 868
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier r	43	2	45	7 285	1 123	6 535	170	7 828	15 113
Février p	43	2	45	9 150	175	7 019	859	8 053	17 203
Cumulatif janv. à févr. 2011	86	4	90	16 435	1 298	13 554	1 029	15 881	32 316
Cumulatif janv. à févr. 2010	66	73	139	18 567	1 255	5 003	748	7 006	25 573
Nouvelle-Écosse									
Janvier r	214	51	265	62 394	976	37 969	979	39 924	102 318
Février p	222	252	474	88 669	458	19 985	1 070	21 513	110 182
Cumulatif janv. à févr. 2011	436	303	739	151 063	1 434	57 954	2 049	61 437	212 500
Cumulatif janv. à févr. 2010	509	297	806	161 682	12 943	33 472	21 388	67 803	229 485
Nouveau-Brunswick									
Janvier r	119	13	132	29 274	2 034	10 526	11 394	23 954	53 228
Février p	143	11	154	32 210	1 610	8 488	527	10 625	42 835
Cumulatif janv. à févr. 2011	262	24	286	61 484	3 644	19 014	11 921	34 579	96 063
Cumulatif janv. à févr. 2010	398	115	513	82 235	5 372	17 556	12 531	35 459	117 694
Québec									
Janvier r	1 659	4 337	5 996	1 034 827	48 180	205 634	46 166	299 980	1 334 807
Février p	1 616	2 804	4 420	811 775	21 297	223 767	66 512	311 576	1 123 351
Cumulatif janv. à févr. 2011	3 275	7 141	10 416	1 846 602	69 477	429 401	112 678	611 556	2 458 158
Cumulatif janv. à févr. 2010	3 691	7 165	10 856	1 915 900	61 119	405 678	149 418	616 215	2 532 115
Ontario									
Janvier r	2 391	3 726	6 117	1 303 978	170 508	395 956	221 856	788 320	2 092 298
Février p	2 077	1 472	3 549	887 563	178 828	419 636	520 889	1 119 353	2 006 916
Cumulatif janv. à févr. 2011	4 468	5 198	9 666	2 191 541	349 336	815 592	742 745	1 907 673	4 099 214
Cumulatif janv. à févr. 2010	5 723	5 259	10 982	2 511 201	244 985	1 125 460	392 012	1 762 457	4 273 658
Manitoba									
Janvier r	383	194	577	113 391	2 832	11 228	793	14 853	128 244
Février p	327	260	587	100 512	7 030	26 793	2 031	35 854	136 366
Cumulatif janv. à févr. 2011	710	454	1 164	213 903	9 862	38 021	2 824	50 707	264 610
Cumulatif janv. à févr. 2010	717	154	871	184 271	4 884	32 020	11 313	48 217	232 488
Saskatchewan									
Janvier r	303	183	486	105 371	1 523	68 330	18 896	88 749	194 120
Février p	322	56	378	100 478	6 633	59 398	5 638	71 669	172 147
Cumulatif janv. à févr. 2011	625	239	864	205 849	8 156	127 728	24 534	160 418	366 267
Cumulatif janv. à févr. 2010	651	137	788	149 236	12 935	55 548	21 555	90 038	239 274
Alberta									
Janvier r	1 263	400	1 663	458 307	41 296	181 733	15 811	238 840	697 147
Février p	1 110	554	1 664	431 841	649 651	354 272	42 205	1 046 128	1 477 969
Cumulatif janv. à févr. 2011	2 373	954	3 327	890 148	690 947	536 005	58 016	1 284 968	2 175 116
Cumulatif janv. à févr. 2010	3 459	926	4 385	1 269 422	142 388	328 969	137 152	608 509	1 877 931

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Janvier r	659	1 582	2 241	449 060	9 845	85 871	22 510	118 226	567 286
Février p	690	1 264	1 954	448 938	18 036	102 809	61 663	182 508	631 446
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 349	2 846	4 195	897 998	27 881	188 680	84 173	300 734	1 198 732
Cumulatif janv. à févr. 2010	2 127	1 920	4 047	1 012 077	31 183	206 559	80 970	318 712	1 330 789
Yukon									
Janvier r	36	0	36	8 455	321	660	196	1 177	9 632
Février p	23	0	23	3 503	386	3	45	434	3 937
Cumulatif janv. à févr. 2011	59	0	59	11 958	707	663	241	1 611	13 569
Cumulatif janv. à févr. 2010	26	0	26	6 776	1 072	867	76	2 015	8 791
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier r	0	0	0	229	95	110	0	205	434
Février p	1	2	3	846	94	667	0	761	1 607
Cumulatif janv. à févr. 2011	1	2	3	1 075	189	777	0	966	2 041
Cumulatif janv. à févr. 2010	0	0	0	605	0	2 883	0	2 883	3 488
Nunavut									
Janvier r	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Février p	0	2	2	600	0	0	0	0	600
Cumulatif janv. à févr. 2011	0	2	2	600	0	1	0	1	601
Cumulatif janv. à févr. 2010	0	0	0	29	0	120	0	120	149

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Janvier r	17	1	18	3 664	815	1 887	0	2 702	6 366
Février p	22	92	114	18 589	847	25	1 200	2 072	20 661
Cumulatif janv. à févr. 2011	39	93	132	22 253	1 662	1 912	1 200	4 774	27 027
Cumulatif janv. à févr. 2010	80	21	101	17 945	1 374	2 097	350	3 821	21 766
Barrie, Ontario									
Janvier r	7	0	7	3 248	245	1 496	2 159	3 900	7 148
Février p	8	8	16	4 714	220	7 788	721	8 729	13 443
Cumulatif janv. à févr. 2011	15	8	23	7 962	465	9 284	2 880	12 629	20 591
Cumulatif janv. à févr. 2010	49	1	50	17 224	741	7 129	360	8 230	25 454
Brantford, Ontario									
Janvier r	30	24	54	5 976	54	1 229	91	1 374	7 350
Février p	27	21	48	6 906	33	9 428	67	9 528	16 434
Cumulatif janv. à févr. 2011	57	45	102	12 882	87	10 657	158	10 902	23 784
Cumulatif janv. à févr. 2010	54	28	82	14 099	369	6 183	52	6 604	20 703
Calgary, Alberta									
Janvier r	485	34	519	154 414	2 559	14 891	9 797	27 247	181 661
Février p	436	293	729	180 531	609 373	143 399	11 788	764 560	945 091
Cumulatif janv. à févr. 2011	921	327	1 248	334 945	611 932	158 290	21 585	791 807	1 126 752
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 211	289	1 500	432 028	2 681	71 868	48 369	122 918	554 946
Edmonton, Alberta									
Janvier r	423	260	683	190 606	6 205	35 557	3 120	44 882	235 488
Février p	341	211	552	153 061	5 263	96 911	29 569	131 743	284 804
Cumulatif janv. à févr. 2011	764	471	1 235	343 667	11 468	132 468	32 689	176 625	520 292
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 179	499	1 678	533 937	9 552	106 636	44 899	161 087	695 024
Grand Sudbury, Ontario									
Janvier r	0	0	0	800	124	6 873	15 862	22 859	23 659
Février p	5	1	6	3 385	2 311	2 565	721	5 597	8 982
Cumulatif janv. à févr. 2011	5	1	6	4 185	2 435	9 438	16 583	28 456	32 641
Cumulatif janv. à févr. 2010	7	0	7	4 821	2 226	2 431	1 931	6 588	11 409
Guelph, Ontario									
Janvier r	20	29	49	8 824	677	1 575	1 060	3 312	12 136
Février p	50	13	63	13 383	4 235	1 206	0	5 441	18 824
Cumulatif janv. à févr. 2011	70	42	112	22 207	4 912	2 781	1 060	8 753	30 960
Cumulatif janv. à févr. 2010	98	48	146	31 288	183	6 489	19 423	26 095	57 383
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier r	82	27	109	26 003	456	18 036	362	18 854	44 857
Février p	89	244	333	56 623	38	10 151	353	10 542	67 165
Cumulatif janv. à févr. 2011	171	271	442	82 626	494	28 187	715	29 396	112 022
Cumulatif janv. à févr. 2010	218	265	483	90 409	10 897	8 523	5 341	24 761	115 170
Hamilton, Ontario									
Janvier r	166	321	487	96 910	2 368	13 372	4 647	20 387	117 297
Février p	135	61	196	54 099	6 601	59 003	3 974	69 578	123 677
Cumulatif janv. à févr. 2011	301	382	683	151 009	8 969	72 375	8 621	89 965	240 974
Cumulatif janv. à févr. 2010	368	214	582	137 610	4 160	30 410	15 882	50 452	188 062
Kelowna, Colombie-Britannique									
Janvier r	22	10	32	9 381	46	4 459	105	4 610	13 991
Février p	33	17	50	11 480	585	2 682	51	3 318	14 798
Cumulatif janv. à févr. 2011	55	27	82	20 861	631	7 141	156	7 928	28 789
Cumulatif janv. à févr. 2010	80	203	283	66 558	919	13 857	3 612	18 388	84 946

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Janvier r	16	23	39	6 289	428	590	195	1 213	7 502
Février p	33	13	46	8 097	32	746	0	778	8 875
Cumulatif janv. à févr. 2011	49	36	85	14 386	460	1 336	195	1 991	16 377
Cumulatif janv. à févr. 2010	76	2	78	13 940	2 470	4 639	1 605	8 714	22 654
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario									
Janvier r	93	176	269	53 579	59 139	25 287	4 247	88 673	142 252
Février p	109	79	188	41 876	105 205	45 959	5 313	156 477	198 353
Cumulatif janv. à févr. 2011	202	255	457	95 455	164 344	71 246	9 560	245 150	340 605
Cumulatif janv. à févr. 2010	185	209	394	84 691	4 491	201 833	116 706	323 030	407 721
London, Ontario									
Janvier r	76	93	169	31 391	480	12 428	3 748	16 656	48 047
Février p	109	14	123	36 235	612	7 768	73 397	81 777	118 012
Cumulatif janv. à févr. 2011	185	107	292	67 626	1 092	20 196	77 145	98 433	166 059
Cumulatif janv. à févr. 2010	396	65	461	105 284	2 868	20 723	21 152	44 743	150 027
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	5	1	6	1 284	150	659	9 193	10 002	11 286
Février p	3	4	7	1 691	1 077	3 209	80	4 366	6 057
Cumulatif janv. à févr. 2011	8	5	13	2 975	1 227	3 868	9 273	14 368	17 343
Cumulatif janv. à févr. 2010	77	41	118	18 369	1 789	3 450	1 059	6 298	24 667
Montréal, Québec									
Janvier r	590	2 883	3 473	554 635	32 862	98 374	20 584	151 820	706 455
Février p	576	1 618	2 194	408 732	3 930	84 268	13 988	102 186	510 918
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 166	4 501	5 667	963 367	36 792	182 642	34 572	254 006	1 217 373
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 241	3 440	4 681	882 611	24 368	216 562	47 725	288 655	1 171 266
Oshawa, Ontario									
Janvier r	49	38	87	29 008	337	2 128	18 880	21 345	50 353
Février p	53	49	102	28 310	475	8 637	3 694	12 806	41 116
Cumulatif janv. à févr. 2011	102	87	189	57 318	812	10 765	22 574	34 151	91 469
Cumulatif janv. à févr. 2010	326	12	338	108 988	1 169	11 933	29 821	42 923	151 911
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier r	207	729	936	114 811	1 800	53 408	63 396	118 604	233 415
Février p	236	239	475	82 041	666	60 837	10 944	72 447	154 488
Cumulatif janv. à févr. 2011	443	968	1 411	196 852	2 466	114 245	74 340	191 051	387 903
Cumulatif janv. à févr. 2010	455	362	817	143 098	1 363	81 473	11 967	94 803	237 901
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier r	67	371	438	47 204	60	4 615	3 451	8 126	55 330
Février p	80	138	218	34 085	792	11 385	746	12 923	47 008
Cumulatif janv. à févr. 2011	147	509	656	81 289	852	16 000	4 197	21 049	102 338
Cumulatif janv. à févr. 2010	239	437	676	91 160	2 236	20 370	1 226	23 832	114 992
Peterborough, Ontario									
Janvier r	3	0	3	1 297	80	726	50	856	2 153
Février p	8	3	11	3 187	2 110	1 838	0	3 948	7 135
Cumulatif janv. à févr. 2011	11	3	14	4 484	2 190	2 564	50	4 804	9 288
Cumulatif janv. à févr. 2010	36	2	38	12 292	120	2 845	232	3 197	15 489
Québec, Québec									
Janvier r	161	417	578	94 739	1 298	23 650	5 904	30 852	125 591
Février p	130	307	437	74 693	1 311	40 821	742	42 874	117 567
Cumulatif janv. à févr. 2011	291	724	1 015	169 432	2 609	64 471	6 646	73 726	243 158
Cumulatif janv. à févr. 2010	362	1 156	1 518	239 944	3 684	56 294	2 298	62 276	302 220

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Janvier r	107	145	252	36 344	240	56 230	15 957	72 427	108 771
Février p	75	3	78	20 974	850	6 112	530	7 492	28 466
Cumulatif janv. à févr. 2011	182	148	330	57 318	1 090	62 342	16 487	79 919	137 237
Cumulatif janv. à févr. 2010	118	56	174	36 849	4 939	24 873	1 127	30 939	67 788
Saguenay, Québec									
Janvier r	28	20	48	8 049	125	3 317	0	3 442	11 491
Février p	37	21	58	11 938	2 888	1 522	2 470	6 880	18 818
Cumulatif janv. à févr. 2011	65	41	106	19 987	3 013	4 839	2 470	10 322	30 309
Cumulatif janv. à févr. 2010	37	45	82	14 159	625	3 359	469	4 453	18 612
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	40	0	40	7 604	490	4 165	56	4 711	12 315
Février p	32	4	36	7 786	0	1 019	49	1 068	8 854
Cumulatif janv. à févr. 2011	72	4	76	15 390	490	5 184	105	5 779	21 169
Cumulatif janv. à févr. 2010	77	21	98	14 258	1 974	5 111	662	7 747	22 005
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier r	137	25	162	50 213	1 253	8 759	2 800	12 812	63 025
Février p	162	17	179	53 079	4 993	9 296	70	14 359	67 438
Cumulatif janv. à févr. 2011	299	42	341	103 292	6 246	18 055	2 870	27 171	130 463
Cumulatif janv. à févr. 2010	252	27	279	45 189	5 419	16 339	11 954	33 712	78 901
Sherbrooke, Québec									
Janvier r	73	131	204	30 443	161	1 701	2 664	4 526	34 969
Février p	90	142	232	28 242	1 515	1 986	10 565	14 066	42 308
Cumulatif janv. à févr. 2011	163	273	436	58 685	1 676	3 687	13 229	18 592	77 277
Cumulatif janv. à févr. 2010	234	222	456	60 598	34	11 548	7 602	19 184	79 782
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier r	44	61	105	18 683	2 360	9 482	155	11 997	30 680
Février p	85	22	107	27 306	453	25 494	455	26 402	53 708
Cumulatif janv. à févr. 2011	129	83	212	45 989	2 813	34 976	610	38 399	84 388
Cumulatif janv. à févr. 2010	121	107	228	46 508	232	14 599	638	15 469	61 977
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	126	67	193	49 241	200	4 136	5 387	9 723	58 964
Février p	86	9	95	21 403	0	7 813	903	8 716	30 119
Cumulatif janv. à févr. 2011	212	76	288	70 644	200	11 949	6 290	18 439	89 083
Cumulatif janv. à févr. 2010	312	34	346	96 121	640	19 934	9 457	30 031	126 152
Thunder Bay, Ontario									
Janvier r	1	0	1	823	3 100	1 907	130	5 137	5 960
Février p	10	19	29	2 633	590	3 560	500	4 650	7 283
Cumulatif janv. à févr. 2011	11	19	30	3 456	3 690	5 467	630	9 787	13 243
Cumulatif janv. à févr. 2010	3	0	3	1 736	316	1 707	1 329	3 352	5 088
Toronto, Ontario									
Janvier r	1 046	1 923	2 969	712 903	22 297	214 046	96 559	332 902	1 045 805
Février p	630	694	1 324	376 714	16 418	145 719	404 528	566 665	943 379
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 676	2 617	4 293	1 089 617	38 715	359 765	501 087	899 567	1 989 184
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 832	3 824	5 656	1 288 145	102 487	565 299	95 019	762 805	2 050 950
Trois-Rivières, Québec									
Janvier r	12	2	14	4 785	255	3 920	180	4 355	9 140
Février p	15	61	76	12 942	210	1 836	326	2 372	15 314
Cumulatif janv. à févr. 2011	27	63	90	17 727	465	5 756	506	6 727	24 454
Cumulatif janv. à févr. 2010	42	483	525	64 545	8 845	4 150	1 097	14 092	78 637

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2011

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales[1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier r	300	1 311	1 611	298 265	6 033	55 374	15 907	77 314	375 579
Février p	307	977	1 284	274 601	10 386	81 521	14 952	106 859	381 460
Cumulatif janv. à févr. 2011	607	2 288	2 895	572 866	16 419	136 895	30 859	184 173	757 039
Cumulatif janv. à févr. 2010	838	1 053	1 891	509 286	6 498	125 441	51 042	182 981	692 267
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier r	50	143	193	36 535	1 005	7 619	161	8 785	45 320
Février p	61	104	165	44 199	634	2 427	2 941	6 002	50 201
Cumulatif janv. à févr. 2011	111	247	358	80 734	1 639	10 046	3 102	14 787	95 521
Cumulatif janv. à févr. 2010	196	231	427	98 036	1 564	10 606	4 802	16 972	115 008
Windsor, Ontario									
Janvier r	16	3	19	6 139	339	2 254	592	3 185	9 324
Février p	23	6	29	8 121	1 130	3 314	1 252	5 696	13 817
Cumulatif janv. à févr. 2011	39	9	48	14 260	1 469	5 568	1 844	8 881	23 141
Cumulatif janv. à févr. 2010	67	15	82	18 950	34 637	32 210	2 846	69 693	88 643
Winnipeg, Manitoba									
Janvier r	266	185	451	84 669	1 502	7 010	583	9 095	93 764
Février p	216	243	459	72 093	4 665	24 469	1 926	31 060	103 153
Cumulatif janv. à févr. 2011	482	428	910	156 762	6 167	31 479	2 509	40 155	196 917
Cumulatif janv. à févr. 2010	426	53	479	109 123	2 902	22 471	7 330	32 703	141 826

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Canada							
Janvier r	4 070	4	613	1 432	5 889	739	12 747
Février p	4 245	12	613	1 010	3 913	498	10 291
Cumulatif janv. à févr. 2011	8 315	16	1 226	2 442	9 802	1 237	23 038
Cumulatif janv. à févr. 2010	10 723	21	1 519	2 294	8 201	1 222	23 980
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier r	71	0	0	28	32	7	138
Février p	47	0	1	0	4	6	58
Cumulatif janv. à févr. 2011	118	0	1	28	36	13	196
Cumulatif janv. à févr. 2010	151	0	0	0	44	12	207
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier r	8	0	0	0	2	0	10
Février p	11	0	0	0	2	0	13
Cumulatif janv. à févr. 2011	19	0	0	0	4	0	23
Cumulatif janv. à févr. 2010	14	0	4	0	69	0	87
Nouvelle-Écosse							
Janvier r	85	1	22	13	14	4	139
Février p	101	1	6	0	246	0	354
Cumulatif janv. à févr. 2011	186	2	28	13	260	4	493
Cumulatif janv. à févr. 2010	217	4	18	18	239	29	525
Nouveau-Brunswick							
Janvier r	20	0	4	0	0	9	33
Février p	33	0	6	0	0	5	44
Cumulatif janv. à févr. 2011	53	0	10	0	0	14	77
Cumulatif janv. à févr. 2010	88	4	0	3	80	33	208
Québec							
Janvier r	707	3	176	101	2 066	174	3 227
Février p	1 197	7	285	59	1 595	301	3 444
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 904	10	461	160	3 661	475	6 671
Cumulatif janv. à févr. 2010	2 173	5	618	223	2 842	795	6 656
Ontario							
Janvier r	1 521	0	250	930	2 201	280	5 182
Février p	1 133	2	99	639	577	64	2 514
Cumulatif janv. à févr. 2011	2 654	2	349	1 569	2 778	344	7 696
Cumulatif janv. à févr. 2010	3 307	5	398	1 315	3 237	116	8 378
Manitoba							
Janvier r	250	0	3	5	184	2	444
Février p	222	0	1	17	237	6	483
Cumulatif janv. à févr. 2011	472	0	4	22	421	8	927
Cumulatif janv. à févr. 2010	442	0	1	22	131	1	597
Saskatchewan							
Janvier r	143	0	0	16	159	8	326
Février p	204	0	10	42	0	4	260
Cumulatif janv. à févr. 2011	347	0	10	58	159	12	586
Cumulatif janv. à févr. 2010	301	0	2	0	131	4	438
Alberta							
Janvier r	852	0	138	63	156	44	1 253
Février p	741	2	168	167	185	34	1 297
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 593	2	306	230	341	78	2 550
Cumulatif janv. à févr. 2010	2 440	3	392	241	254	39	3 369
Colombie-Britannique							
Janvier r	408	0	20	276	1 075	211	1 990
Février p	550	0	35	86	1 065	78	1 814
Cumulatif janv. à févr. 2011	958	0	55	362	2 140	289	3 804
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 576	0	86	472	1 174	193	3 501

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Yukon							
Janvier r	5	0	0	0	0	0	5
Février p	5	0	0	0	0	0	5
Cumulatif janv. à févr. 2011	10	0	0	0	0	0	10
Cumulatif janv. à févr. 2010	14	0	0	0	0	0	14
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier r	0	0	0	0	0	0	0
Février p	1	0	0	0	2	0	3
Cumulatif janv. à févr. 2011	1	0	0	0	2	0	3
Cumulatif janv. à févr. 2010	0	0	0	0	0	0	0
Nunavut							
Janvier r	0	0	0	0	0	0	0
Février p	0	0	2	0	0	0	2
Cumulatif janv. à févr. 2011	0	0	2	0	0	0	2
Cumulatif janv. à févr. 2010	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	19	0	0	0	91	1	111
Barrie, Ontario	5	0	0	8	0	0	13
Brantford, Ontario	16	0	0	21	0	0	37
Calgary, Alberta	314	0	74	130	89	0	607
Edmonton, Alberta	245	0	84	22	88	17	456
Grand Sudbury, Ontario	3	0	0	0	0	1	4
Guelph, Ontario	30	0	0	12	0	1	43
Halifax, Nouvelle-Écosse	51	0	0	0	244	0	295
Hamilton, Ontario	81	0	0	22	36	3	142
Kelowna, Colombie-Britannique	28	0	0	0	0	17	45
Kingston, Ontario	20	0	0	4	0	9	33
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	65	0	8	18	48	5	144
London, Ontario	65	0	0	14	0	0	79
Moncton, Nouveau- Brunswick	1	0	0	0	0	4	5
Montréal, Québec	507	0	88	34	1 002	166	1 797
Oshawa, Ontario	32	0	18	7	24	0	81
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	212	0	96	199	51	3	561
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	141	0	38	181	18	2	380
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	71	0	58	18	33	1	181
Peterborough, Ontario	5	0	0	0	3	0	8
Québec, Québec	115	0	55	0	160	30	360
Regina, Saskatchewan	55	0	2	0	0	1	58
Saguenay, Québec	33	0	0	0	12	5	50
Saint John, Nouveau-Brunswick	11	0	4	0	0	0	15
Saskatoon, Saskatchewan	118	0	0	14	0	3	135
Sherbrooke, Québec	79	0	6	0	54	53	192
St. Catharines-Niagara, Ontario	51	0	8	13	0	1	73
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	23	0	1	0	2	6	32
Thunder Bay, Ontario	5	1	0	0	0	19	25
Toronto, Ontario	377	0	17	294	368	15	1 071
Trois-Rivières, Québec	13	0	14	0	35	0	62
Vancouver, Colombie-Britannique	263	0	26	64	849	38	1 240
Victoria, Colombie-Britannique	52	0	2	4	89	9	156
Windsor, Ontario	14	0	2	0	4	0	20
Winnipeg, Manitoba	183	0	0	17	223	3	426

Tableau 9
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2011

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	31	0	0	0	92	1	124
Barrie, Ontario	10	0	0	8	0	0	18
Brantford, Ontario	38	0	0	30	0	15	83
Calgary, Alberta	671	0	74	141	111	1	998
Edmonton, Alberta	556	0	202	52	178	40	1 028
Grand Sudbury, Ontario	3	0	0	0	0	1	4
Guelph, Ontario	45	0	14	21	0	7	87
Halifax, Nouvelle-Écosse	95	0	20	6	244	1	366
Hamilton, Ontario	203	0	0	48	330	4	585
Kelowna, Colombie-Britannique	43	0	0	4	2	21	70
Kingston, Ontario	32	0	0	22	0	14	68
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	133	0	12	18	82	143	388
London, Ontario	121	0	0	34	72	1	228
Moncton, Nouveau- Brunswick	2	0	0	0	0	5	7
Montréal, Québec	806	0	146	97	2 550	254	3 853
Oshawa, Ontario	68	0	22	7	56	2	155
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	398	0	112	454	729	9	1 702
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	293	0	48	432	483	5	1 261
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	105	0	64	22	246	4	441
Peterborough, Ontario	7	0	0	0	3	0	10
Québec, Québec	196	0	127	0	337	36	696
Regina, Saskatchewan	113	0	2	0	144	2	261
Saguenay, Québec	47	0	0	0	12	17	76
Saint John, Nouveau-Brunswick	19	0	4	0	0	0	23
Saskatoon, Saskatchewan	192	0	0	30	2	10	234
Sherbrooke, Québec	116	0	16	24	98	55	309
St. Catharines-Niagara, Ontario	83	0	12	46	3	22	166
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	76	0	1	28	34	13	152
Thunder Bay, Ontario	6	1	0	0	0	19	26
Toronto, Ontario	1 144	0	224	823	1 477	93	3 761
Trois-Rivières, Québec	19	0	14	0	35	1	69
Vancouver, Colombie-Britannique	469	0	34	300	1 755	199	2 757
Victoria, Colombie-Britannique	86	0	6	29	169	43	333
Windsor, Ontario	26	0	2	0	4	3	35
Winnipeg, Manitoba	396	0	0	22	403	3	824

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Canada					
Janvier r	2 382 386	253 784	757 893	335 863	3 729 926
Février p	2 069 241	861 943	982 567	689 025	4 602 776
Cumulatif janv. à févr. 2011	4 451 627	1 115 727	1 740 460	1 024 888	8 332 702
Cumulatif janv. à févr. 2010	4 907 906	472 746	1 733 851	823 667	7 938 170
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier r	25 419	202	6 470	5 760	37 851
Février p	13 377	191	16 507	903	30 978
Cumulatif janv. à févr. 2011	38 796	393	22 977	6 663	68 829
Cumulatif janv. à févr. 2010	42 683	844	22 462	10 109	76 098
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier r	1 567	1 123	6 535	170	9 395
Février p	2 751	175	7 019	859	10 804
Cumulatif janv. à févr. 2011	4 318	1 298	13 554	1 029	20 199
Cumulatif janv. à févr. 2010	9 574	1 255	5 003	748	16 580
Nouvelle-Écosse					
Janvier r	28 396	976	37 969	979	68 320
Février p	58 430	458	19 985	1 070	79 943
Cumulatif janv. à févr. 2011	86 826	1 434	57 954	2 049	148 263
Cumulatif janv. à févr. 2010	94 431	12 943	33 472	21 388	162 234
Nouveau-Brunswick					
Janvier r	6 043	2 034	10 526	11 394	29 997
Février p	7 680	1 610	8 488	527	18 305
Cumulatif janv. à févr. 2011	13 723	3 644	19 014	11 921	48 302
Cumulatif janv. à févr. 2010	26 148	5 372	17 556	12 531	61 607
Québec					
Janvier r	502 251	48 180	103 467	37 498	691 396
Février p	581 603	21 297	141 249	53 195	797 344
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 083 854	69 477	244 716	90 693	1 488 740
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 083 873	61 119	256 944	135 813	1 537 749
Ontario					
Janvier r	984 712	145 357	298 083	221 856	1 650 008
Février p	558 026	156 382	279 028	520 889	1 514 325
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 542 738	301 739	577 111	742 745	3 164 333
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 764 953	198 751	836 632	392 012	3 192 348
Manitoba					
Janvier r	74 940	2 832	11 228	793	89 793
Février p	70 734	7 030	26 793	2 031	106 588
Cumulatif janv. à févr. 2011	145 674	9 862	38 021	2 824	196 381
Cumulatif janv. à févr. 2010	112 661	4 884	32 020	11 313	160 878
Saskatchewan					
Janvier r	58 110	1 523	68 330	18 896	146 859
Février p	63 052	6 633	59 398	5 638	134 721
Cumulatif janv. à févr. 2011	121 162	8 156	127 728	24 534	281 580
Cumulatif janv. à févr. 2010	72 907	12 935	55 548	21 555	162 945
Alberta					
Janvier r	327 620	41 296	128 643	15 811	513 370
Février p	318 775	649 651	320 621	42 205	1 331 252
Cumulatif janv. à févr. 2011	646 395	690 947	449 264	58 016	1 844 622
Cumulatif janv. à févr. 2010	887 193	142 388	263 785	137 152	1 430 518
Colombie-Britannique					
Janvier r	371 732	9 845	85 871	22 510	489 958
Février p	392 147	18 036	102 809	61 663	574 655
Cumulatif janv. à févr. 2011	763 879	27 881	188 680	84 173	1 064 613
Cumulatif janv. à févr. 2010	811 127	31 183	206 559	80 970	1 129 839

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2011

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Yukon					
Janvier r	1 367	321	660	196	2 544
Février p	1 220	386	3	45	1 654
Cumulatif janv. à févr. 2011	2 587	707	663	241	4 198
Cumulatif janv. à févr. 2010	1 722	1 072	867	76	3 737
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier r	229	95	110	0	434
Février p	846	94	667	0	1 607
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 075	189	777	0	2 041
Cumulatif janv. à févr. 2010	605	0	2 883	0	3 488
Nunavut					
Janvier r	0	0	1	0	1
Février p	600	0	0	0	600
Cumulatif janv. à févr. 2011	600	0	1	0	601
Cumulatif janv. à févr. 2010	29	0	120	0	149

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2011

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	17 889	847	25	1 200	19 961
Barrie, Ontario	3 176	220	5 261	721	9 378
Brantford, Ontario	4 689	33	6 369	67	11 158
Calgary, Alberta	145 453	609 373	143 399	11 788	910 013
Edmonton, Alberta	117 117	5 263	96 911	29 569	248 860
Grand Sudbury, Ontario	1 960	2 311	1 733	721	6 725
Guelph, Ontario	8 227	4 235	815	0	13 277
Halifax, Nouvelle-Écosse	46 027	38	10 151	353	56 569
Hamilton, Ontario	33 520	6 601	39 860	3 974	83 955
Kelowna, Colombie-Britannique	9 727	585	2 682	51	13 045
Kingston, Ontario	5 100	32	504	0	5 636
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	28 032	105 205	31 048	5 313	169 598
London, Ontario	21 928	612	5 248	73 397	101 185
Moncton, Nouveau-Brunswick	532	1 077	3 209	80	4 898
Montréal, Québec	321 152	3 930	61 836	13 988	400 906
Oshawa, Ontario	19 166	475	5 835	3 694	29 170
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	86 106	1 458	49 453	11 690	148 707
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	59 288	666	41 099	10 944	111 997
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	26 818	792	8 354	746	36 710
Peterborough, Ontario	2 004	2 110	1 242	0	5 356
Québec, Québec	58 740	1 311	29 954	742	90 747
Regina, Saskatchewan	14 516	850	6 112	530	22 008
Saguenay, Québec	9 411	2 888	1 117	2 470	15 886
Saint John, Nouveau-Brunswick	2 390	0	1 019	49	3 458
Saskatoon, Saskatchewan	36 513	4 993	9 296	70	50 872
Sherbrooke, Québec	22 224	1 515	1 457	10 565	35 761
St. Catharines-Niagara, Ontario	16 459	453	17 223	455	34 590
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	8 099	0	7 813	903	16 815
Thunder Bay, Ontario	1 788	590	2 405	500	5 283
Toronto, Ontario	262 762	16 418	98 442	404 528	782 150
Trois-Rivières, Québec	10 159	210	1 347	326	12 042
Vancouver, Colombie-Britannique	254 121	10 386	81 521	14 952	360 980
Victoria, Colombie-Britannique	40 235	634	2 427	2 941	46 237
Windsor, Ontario	5 164	1 130	2 239	1 252	9 785
Winnipeg, Manitoba	59 370	4 665	24 469	1 926	90 430

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2011

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	20 681	1 662	1 912	1 200	25 455
Barrie, Ontario	5 498	465	6 405	2 880	15 248
Brantford, Ontario	9 329	87	7 309	158	16 883
Calgary, Alberta	261 394	611 932	158 290	21 585	1 053 201
Edmonton, Alberta	266 595	11 468	132 468	32 689	443 220
Grand Sudbury, Ontario	2 510	2 435	6 990	16 583	28 518
Guelph, Ontario	15 289	4 912	2 020	1 060	23 281
Halifax, Nouvelle-Écosse	60 946	494	28 187	715	90 342
Hamilton, Ontario	116 375	8 969	50 088	8 621	184 053
Kelowna, Colombie-Britannique	17 193	631	7 141	156	25 121
Kingston, Ontario	10 099	460	955	195	11 709
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	72 643	164 344	50 390	9 560	296 937
London, Ontario	47 453	1 092	14 754	77 145	140 444
Moncton, Nouveau-Brunswick	846	1 227	3 868	9 273	15 214
Montréal, Québec	636 970	36 792	116 618	34 572	824 952
Oshawa, Ontario	41 580	812	7 463	22 574	72 429
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	212 225	3 318	92 875	78 537	386 955
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	158 409	2 466	81 951	74 340	317 166
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	53 816	852	10 924	4 197	69 789
Peterborough, Ontario	2 893	2 190	1 797	50	6 930
Québec, Québec	111 470	2 609	43 124	6 646	163 849
Regina, Saskatchewan	39 319	1 090	62 342	16 487	119 238
Saguenay, Québec	13 522	3 013	2 964	2 470	21 969
Saint John, Nouveau-Brunswick	4 254	490	5 184	105	10 033
Saskatoon, Saskatchewan	64 682	6 246	18 055	2 870	91 853
Sherbrooke, Québec	38 795	1 676	2 404	13 229	56 104
St. Catharines-Niagara, Ontario	31 755	2 813	24 476	610	59 654
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	29 477	200	11 949	6 290	47 916
Thunder Bay, Ontario	2 352	3 690	3 864	630	10 536
Toronto, Ontario	840 505	38 715	262 166	501 087	1 642 473
Trois-Rivières, Québec	12 571	465	3 530	506	17 072
Vancouver, Colombie-Britannique	525 998	16 419	136 895	30 859	710 171
Victoria, Colombie-Britannique	72 141	1 639	10 046	3 102	86 928
Windsor, Ontario	9 835	1 469	3 963	1 844	17 111
Winnipeg, Manitoba	125 291	6 167	31 479	2 509	165 446

Tableau 13
Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2011

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	**2 533 535**	**17 601**	**8 053**	**21 513**	**10 625**	**215 741**	**956 299**
Industriel	**861 943**	**191**	**175**	**458**	**1 610**	**21 297**	**156 382**
Usines, fabriques	166 896	0	0	0	900	8 658	126 299
Transports, services	633 706	0	0	0	0	4 735	5 800
Mines et agriculture	24 027	0	0	0	0	820	10 364
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations [1]	37 314	191	175	458	710	7 084	13 919
Commercial	**982 567**	**16 507**	**7 019**	**19 985**	**8 488**	**141 249**	**279 028**
Commerces et services	222 103	875	4 750	10 982	2 404	46 693	68 242
Entrepôts	74 598	0	0	620	0	9 009	6 710
Postes d'essence	14 625	862	0	350	0	1 000	2 100
Edifices à bureaux	243 169	4 510	300	720	895	31 698	82 422
Loisirs	129 332	0	680	1 817	256	5 435	23 787
Hôtels, restaurants	157 612	8 457	300	950	1 168	18 775	46 583
Laboratoires	320	0	0	0	0	0	320
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations [1]	140 808	1 803	989	4 546	3 765	28 639	48 864
Institutionnel et gouvernemental	**689 025**	**903**	**859**	**1 070**	**527**	**53 195**	**520 889**
Écoles, éducation	102 794	800	839	0	0	17 717	24 626
Hôpitaux, médical	112 902	0	0	0	0	18 488	86 390
Bien-être, foyers	38 787	0	0	689	0	11 783	1 763
Églises, religion	7 759	0	0	0	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	408 848	0	0	0	270	1 105	400 488
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations [1]	17 935	103	20	381	257	4 102	7 622

	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	**35 854**	**71 669**	**1 012 477**	**182 508**	**434**	**761**	**0**
Industriel	**7 030**	**6 633**	**649 651**	**18 036**	**386**	**94**	**0**
Usines, fabriques	998	965	24 326	4 750	0	0	0
Transports, services	4 000	250	615 150	3 771	0	0	0
Mines et agriculture	0	3 730	4 570	4 543	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations [1]	2 032	1 688	5 605	4 972	386	94	0
Commercial	**26 793**	**59 398**	**320 621**	**102 809**	**3**	**667**	**0**
Commerces et services	11 629	2 375	28 548	45 195	0	410	0
Entrepôts	5 343	9 044	42 722	1 150	0	0	0
Postes d'essence	0	3 733	5 150	1 430	0	0	0
Edifices à bureaux	2 130	2 577	96 660	21 257	0	0	0
Loisirs	2 375	35 195	51 463	8 324	0	0	0
Hôtels, restaurants	780	1 380	75 199	4 020	0	0	0
Laboratoires	0	0	0	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations [1]	4 536	5 094	20 879	21 433	3	257	0
Institutionnel et gouvernemental	**2 031**	**5 638**	**42 205**	**61 663**	**45**	**0**	**0**
Écoles, éducation	1 295	2 600	9 537	45 380	0	0	0
Hôpitaux, médical	390	2 000	300	5 334	0	0	0
Bien-être, foyers	0	260	21 180	3 112	0	0	0
Églises, religion	0	0	7 759	0	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	0	0	1 800	5 185	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations [1]	346	778	1 629	2 652	45	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 $ pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypohèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur aggrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'aggrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants:unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées des ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont revisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données revisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fondent sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2006. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2006 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2006. On compte cent onze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2006. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2010, plus de 99 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l 'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	Cité / City
CC	Chartered community
CÉ	Cité
CG	Community government
CM	County (municipality)
CN	Colonie de la couronne / Crown colony
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Réserve indienne / Indian reserve
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipalité / Municipality
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisgaa land
NO	Non organisé / Unorganized
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Paroisse (municipalité de) / Parish
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Communauté rurale / Rural community
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Établissement indien / Indian settlement
SA	Special area
SC	Subdivision municipalité de comté / Subdivision of county municipality
SÉ	Établissement / Settlement
SET	Settlement
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision non organisée / Subdivision of unorganized
SV	Summer village
T	Town

TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Ville / Town
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique